

STATEMENT DISCOURS

EXTERNAL AFFAIRS
AFFAIRES EXTERIEURES
OTTAWA

JUN 24 1976

LIBRARY / BIBLIOTHÈQUE



DISCOURS PAR
M. ALLAN J. MACÉACHEN,
SECRÉTAIRE D'ÉTAT
AUX AFFAIRES EXTÉRIEURES,
À L'OCCASION DU 10^E
CONGRÈS ANNUEL DE LA
FÉDÉRATION ARABE CANADIENNE
À EDMONTON LE 16 MAI 1976

(TRADUCTION)

Mesdames et messieurs,

Laissez-moi d'abord vous dire ma satisfaction d'avoir été invité à prendre la parole au 10^e Congrès annuel de la Fédération arabe canadienne. Elle est d'autant plus grande que l'an dernier un engagement antérieur m'avait empêché de m'adresser à vous, comme j'en avais l'intention. Je me souviens, monsieur le Président, que ce congrès avait eu lieu à Toronto, ville dont vous êtes le distingué représentant au conseil d'administration de votre organisation. J'ai été très intéressé d'apprendre que, pour la première fois, une de vos assemblées annuelles se tient dans une ville de l'Ouest canadien, J'y vois un hommage bien mérité à la dizaine de milliers de Canadiens d'origine arabe qui ont élu domicile à Edmonton.

J'y vois également la confirmation des aspirations de votre Fédération à représenter la totalité des Canadiens d'ascendance arabe. Je suis ravi car je n'aurais pu rêver d'un cadre plus approprié pour rendre hommage aux dizaines de milliers de mes compatriotes d'extraction ou de descendance arabe, qui, en mettant leurs talents variés au service de notre pays dans les domaines de l'éducation, de la science et de la technologie, à la Chambre des communes comme dans les parlements provinciaux, ont apporté et continuent d'apporter une inestimable contribution à l'édification du Canada. Ce faisant, ils ajoutent à la riche diversité de notre culture, où tous nos amis et visiteurs peuvent retrouver un trait de leur pays d'origine.

Dans ce contexte, le thème du congrès de cette année, "Le renforcement des liens entre les peuples canadien et arabe", est particulièrement bien choisi. Le grand public n'est peut-être pas assez sensibilisé au fait que le Gouvernement du Canada est tout entier acquis au développement et à l'accélération de ce processus. En fait, l'un des buts premiers de ma visite au Moyen-Orient en janvier dernier était de consolider les rapports déjà existants entre le Canada et les Etats arabes de la région et de discuter d'accords et de liens fort prometteurs pour l'accroissement de nos relations avec l'Egypte, l'Arabie saoudite et l'Iraq, pour ne nommer que trois des pays que j'ai eu le privilège de visiter pour la première fois. Mon voyage a également montré à la population canadienne l'importance que le Gouvernement attache au renforcement de ces liens.

J'ai entrepris ce périple, qui m'a amené en République arabe d'Egypte, au Royaume d'Arabie saoudite, au Royaume hachémite de Jordanie, en République d'Iraq et dans l'Etat d'Israël, à la suite de l'aimable invitation de mes hôtes. Il m'a été donné de rencontrer des chefs d'Etat ou de Gouvernement et de m'entretenir longuement avec mes homologues et nombre d'autres ministres importants.

Un arrêt au Liban figurait aussi à mon itinéraire et tout au long des préparatifs de mon voyage, j'ai suivi quotidiennement l'évolution de la situation dans ce pays éprouvé. Malheureusement, au moment de mon départ du Canada, il était devenu clair que la situation qui régnait au Liban m'empêchait d'y effectuer une visite fructueuse. Ma déception fut grande, surtout parce que ce contretemps était attribuable à une guerre civile sanglante et tragique, source de souffrances innombrables dans un pays autrefois paisible et prospère. J'espère que les récents événements au niveau politique prouvent un désir d'en arriver à un règlement par le biais de la négociation plutôt que la violence, et qu'un modus vivendi respectant les droits de tous les éléments de la société libanaise viendra mettre fin à ce conflit.

En dépit de cette inévitable lacune au programme, je considère que ma première visite officielle au Moyen-Orient constitue une étape importante dans le processus d'élargissement et d'approfondissement de nos relations avec les pays arabes de cette région. J'aimerais donc profiter de cette occasion pour vous livrer mes impressions des pays où je me suis rendu, et les grandes lignes de mes entretiens avec leurs dirigeants.

Je voudrais souligner qu'un des principaux objectifs de cette tournée était de rappeler à mes hôtes que le Canada demeure profondément troublé par le tragique conflit du Moyen-Orient et que notre politique à l'égard de ce différend extrêmement complexe vise à l'équilibre et à l'objectivité. Qui plus est, elle repose sur une question de principe. J'ai aussi tenté de bien faire comprendre que le Canada, bien que n'étant pas partie au litige, met tout en oeuvre pour apporter une contribution positive à un éventuel règlement pacifique grâce à ses opérations de maintien de la paix dans la région. J'estime que l'acceptation générale de notre rôle de gardien de la paix témoigne de la confiance en notre impartialité que nous accordent les parties en présence. J'ai été particulièrement touché par la remarque suivante du roi Hussein: "Nous estimons que s'il fallait donner une étiquette aux nations -- celle de pacifiste notamment -- le Canada arriverait certainement en tête de liste..."

Le Canada a engagé 850 soldats dans les opérations de la FUNU (Force d'urgence des Nations Unies) dans le Sinaï et environ 150 autres dans celles de la FNUOD (Force des Nations Unies chargée d'observer le désengagement) sur le plateau du Golan. Notre contribution est d'ordre logistique, rôle que nous partageons avec la Pologne, pays membre de l'organisation du Pacte de Varsovie. La mission de maintien

de la paix de la FNUOD (Force des Nations Unies chargée d'observer le désengagement) constitue notre principal souci à l'heure actuelle, puisque son mandat expire à la fin du mois et doit être renouvelé avec l'assentiment des parties intéressées. Nous croyons pouvoir compter sur son renouvellement le moment venu car nous sommes convaincus que la FNUOD contribue largement à la stabilisation des tensions dans la région et favorise la conclusion d'un règlement négocié. Il convient de souligner que la FNUOD n'a pas uniquement pour mission de préserver la stabilité dans la région en interposant la présence des Nations Unies entre la Syrie et Israël, mais que son mandat, à l'instar de celui de la FUNU (Force d'urgence des Nations Unies), prévoit l'observation et l'inspection des zones occupées par les forces restreintes de part et d'autre du couloir de séparation.

Dans le contexte de mes discussions sur le conflit du Moyen-Orient, j'ai abordé de façon précise la question palestinienne, reconnue depuis ces dernières années par la communauté internationale (dont le Canada fait indubitablement partie) comme un élément essentiel dans la poursuite d'un règlement juste et durable. Tout au long de mon voyage, y compris en Israël j'ai affirmé ma conviction que la satisfaction des intérêts légitimes des Palestiniens est la clé d'un tel règlement. Le Canada soutient depuis un certain temps que les Palestiniens ont le droit d'être entendus et de participer aux discussions et aux négociations qui affectent leur avenir. A mon avis, c'est le sens du principe de l'égalité des droits et de celui de l'autodétermination des peuples figurant au tout premier article de la Charte des Nations Unies. Toutefois, le Canada continue d'insister pour que l'on respecte les droits internationalement reconnus des autres Etats et des autres peuples de la région.

Au sujet de l'OLP (Organisation de libération de la Palestine) j'ai expliqué à mes hôtes qu'il ne serait pas approprié pour le Canada, qui n'est partie ni au conflit ni aux négociations, de se prononcer quant au rôle de l'OLP comme seul représentant du peuple palestinien. Il appert toutefois clairement qu'à l'heure actuelle, l'OLP s'est affirmée comme le porte-parole le plus qualifié du peuple palestinien. Evidemment, j'ai suivi avec beaucoup d'intérêt les récentes élections municipales en Cisjordanie et je continuerai à m'intéresser de très près à l'incidence de leurs résultats sur l'avenir de la question palestinienne.

Je sais pertinemment que l'OLP bénéficie de nombreux appuis au sein de la communauté internationale. Je tiens cependant à faire remarquer que tous les commentaires de mes hôtes arabes sur l'attitude du Canada à l'égard de la représentation palestinienne ont reflété une compréhension totale de notre position. Un de mes homologues arabes l'a d'ailleurs qualifiée de "politique juste".

Comme vous le savez, le Canada a annoncé sa candidature au Conseil de sécurité pour une période de deux ans à compter du 1^{er} janvier 1977. Une fois élus, et il y a tout lieu de croire que nous le serons, nous participerons encore davantage aux efforts internationaux déployés en vue de faire face au conflit du Moyen-Orient. De ce fait, nos prises de position seront certainement examinées à la loupe. Après mon voyage au Moyen-Orient et suite aux discussions avec les dirigeants arabes et israéliens, je suis persuadé que notre politique, qui vise à saisir et à refléter les réalités d'aujourd'hui, passera cet examen avec brio. Bien que les deux parties salueraient à coup sûr un plus grand soutien de sa position par le Canada, chacune d'elles apprécie et respecte également notre vision objective et juste du conflit. A mon sens, cette optique est essentielle si nous voulons que nos tentatives pour apporter une contribution positive au règlement de ces problèmes soient prises au sérieux.

A discuter de la situation au Moyen-Orient, l'idée de deux blocs antagonistes s'impose presque inévitablement. Pourtant, il m'est difficile de faire abstraction des importantes différences historiques, culturelles et économiques qui existent entre les nations arabes, malgré toutes leurs similitudes. Selon moi, il importe de garder présente à l'esprit la totalité de leurs caractéristiques, de façon à parvenir à une appréciation plus juste des diverses réalités du Moyen-Orient. C'est de cette façon, et de cette façon seulement, que nos relations bilatérales avec chaque pays pourront progresser sensiblement.

Ainsi, il m'apparaissait particulièrement important d'établir des relations personnelles avec les dirigeants arabes. Ma visite au Caire, première étape de ma tournée, m'a raffermi dans cette conviction. Etat arabe le plus peuplé, l'Egypte qui chevauche deux continents, occupe une position clé en Méditerranée orientale. A ce titre, ce pays a joué, au cours des dernières décennies, un rôle de premier plan dans la politique du Moyen-Orient et il exerce une influence considérable parmi les pays en voie de développement. Tous ces facteurs assurent aux hommes d'Etat égyptiens une perspective unique, et mes entretiens avec le président Sadate et le ministre des Affaires étrangères, M. Fahmi, ont été particulièrement stimulants et enrichissants.

Nous nous sommes entendus sur la nécessité d'imprimer un nouvel élan à nos relations bilatérales au chapitre des échanges commerciaux, de l'investissement, de la coopération technique et du développement, ainsi qu'à celui des affaires culturelles. L'économie égyptienne semble être au seuil d'une période de croissance encourageante, qui devrait servir de tremplin à l'élargissement des échanges économiques. Mais l'Egypte n'en demeure pas moins un pays dont les besoins d'aide au développement sont urgents. J'ai donc informé le ministre des Affaires étrangères, M. Fahmi, que dans le cadre de notre nouvelle stratégie de développement international nous étudierions

sérieusement la possibilité de faire bénéficier l'Egypte de nos programmes d'aide technique et financière. Nous envisageons également de mener des projets d'aide bilatérale ou multilatérale en collaboration avec d'autres pays donateurs. En outre, j'ai autorisé l'ACDI (Agence canadienne de développement international) à verser une contribution d'un million au fonds spécial du PNUD (Programme des Nations Unies pour le développement) pour le réaménagement de la région du canal de Suez.

Quant à notre activité économique bilatérale, elle a aussi été bien accueillie à Djedda, à Amman et à Bagdad. Dans toutes ces capitales, j'ai senti un désir réciproque de rapprochement. D'ailleurs, les dirigeants arabes ont tous témoigné d'un vif intérêt en faveur de l'intensification et de l'expansion des échanges commerciaux et de la coopération économique avec le Canada, pays qui possède, estiment-ils, les connaissances techniques et la capacité nécessaires pour mener à bien des projets dans certains secteurs vitaux de leurs programmes de mise en valeur. De plus, pour diverses autres raisons, ils considèrent le Canada comme un partenaire particulièrement approprié dans le domaine de l'industrie.

En Arabie saoudite, nous avons signé un Protocole d'entente sur la coopération économique créant un comité économique mixte qui doit tenir sa première réunion à Ottawa au début de l'été. Il m'a fait plaisir d'apprendre de la bouche du ministre des Affaires étrangères de ce pays Son Altesse royale le prince Saud, que son gouvernement avait décidé d'établir une mission diplomatique permanente au Canada dans un avenir rapproché, témoignage supplémentaire du désir de l'Arabie Saoudite de raffermir nos liens bilatéraux. Le fait que ma visite dans ce pays soit la cinquième effectuée par un ministre canadien au cours des deux dernières années démontre clairement que nous partageons ce voeu.

En Iraq, nous avons aussi confirmé notre volonté commune d'établir des liens économiques et commerciaux plus étroits. D'ailleurs, une délégation canadienne rentre à peine de Bagdad où elle a mis la dernière main à deux accords: l'un sur les échanges commerciaux et l'autre sur la coopération technique et économique. Le second prévoit la création d'une commission économique mixte, dont la première réunion doit aussi avoir lieu dans le courant de l'année.

Pendant mon séjour malheureusement trop court en Jordanie, j'ai eu l'occasion de discuter avec Sa Majesté le roi Hussein et avec le prince héritier Hassan du nouveau plan quinquennal de leur pays. Fort impressionné par les progrès économiques enregistrés par le Royaume hachémite de Jordanie, j'ai suggéré aux autorités, bien que nos

échanges économiques bilatéraux soient encore modestes, de réunir des experts de nos deux pays dans le but d'explorer plus avant les possibilités de coopération commerciale et économique. Cette proposition a été agréée sur-le-champ. Le Canada sera donc représenté au symposium sur le nouveau plan quinquennal de Jordanie qui se tiendra à Amman à la fin du mois de mai. Je voudrais ajouter combien nous a été agréable la visite récente à Ottawa de leurs majestés, le roi et la reine, ainsi que du Premier ministre Rifa'i. Bien que courte et non officielle, elle nous a permis de discuter de questions d'intérêt commun et d'approfondir nos relations déjà cordiales.

Outre nos discussions touchant les activités économiques bilatérales, j'ai tenté, dans les capitales que j'ai visitées, de donner le coup d'envoi à un dialogue franc et continu sur les grands problèmes économiques internationaux d'intérêt commun comme l'énergie et les questions financières et monétaires, où les pays arabes jouent un rôle sans cesse grandissant. De plus, j'ai voulu revoir ou définir les domaines communs d'intérêt en matière d'aide et de développement.

A ce chapitre, les problèmes d'échanges commerciaux multilatéraux et les questions monétaires ont été abordés, de même que les perspectives de la Conférence en cours sur la coopération économique internationale. En ma qualité de chef de la délégation du Canada et de co-président de cette Conférence, j'ai assisté à l'une des sessions, immédiatement après ma visite au Moyen-Orient. Comme trois des pays visités, l'Arabie saoudite, l'Iraq et l'Egypte, y sont également parties, j'ai trouvé particulièrement intéressant de m'entretenir avec les ministres concernés des travaux en cours sur des sujets clé comme l'énergie, les matières premières, le développement et les finances.

Toujours dans le domaine international, j'ai pris soin de souligner devant mes différents hôtes la foi et le soutien du Canada à l'égard de l'ONU et de ses organismes affiliés, même si à l'occasion, nous avons eu des motifs sérieux de déplorer l'introduction dans ces enceintes de considérations politiques étrangères à des discussions d'ordre strictement technique, comme cela s'est produit récemment à l'ECOSOC (Conseil économique et social des Nations Unies). A notre avis, de telles discussions politiques détournent l'ONU et ses organismes de leurs objectifs et menacent de saper l'efficacité avec laquelle ils doivent s'acquitter des tâches spécialisées de leurs mandats.

Mesdames et messieurs, je n'avais pas l'intention de m'attarder sur le rôle du Canada aux Nations Unies. Mais je constate que les remarques formulées par l'orateur précédent m'obligent à clarifier la position du Canada aux Nations Unies.

Je m'adressais récemment à un auditoire composé de membres du Comité Canada-Israël et l'orateur qui m'a présenté se plaignait de ce qu'il appelait l'ambiguïté du dossier des votes du Canada aux Nations Unies. J'entends ce soir la même remarque venant du professeur qui me précède à la tribune, preuve incontestable que le Canada poursuit une politique uniforme et objective sur la question du Moyen-Orient aux Nations Unies. En essayant d'être équilibrés et objectifs, nous essuyons des critiques, ce soir, de la part de l'orateur me précédant, il y a deux semaines, du Comité Canada-Israël.

Je retourne demain à la Chambre des communes pour reprendre mon siège en Chambre et je tiens à vous dire que j'étais un des membres de la Chambre des communes qui a voté à l'unanimité contre l'adoption de la résolution des Nations Unies reliant le sionisme au racisme. Je tiens à vous dire également que j'étais le ministre des Affaires étrangères qui a émis les instructions à la délégation aux Nations Unies pour qu'elle adopte cette position et que j'étais le ministre qui a ordonné à la délégation au Conseil économique et social, la semaine dernière, de voter contre deux résolutions parce que, d'après moi, elles étaient reliées à la première, ce qui est inacceptable au Gouvernement du Canada, et à tous les membres de la Chambre des communes du Canada. J'ajouterai en toute sincérité, chers concitoyens, qu'il y a peu d'espoir pour l'humanité, si nous continuons dans cette voie reliant à tort, dans notre esprit, le racisme et le sionisme.

Je regrette avoir dû ainsi commenter les remarques de l'orateur précédent mais j'espère que d'après ces quelques commentaires, vous comprendrez que le Canada a une politique et je suis ravi d'avoir pu clarifier certains aspects de cette politique qui n'avaient pas été clairement expliqués dans le discours précédent.

Plus près de nous, j'ai confirmé que nous avons signé un accord avec les Nations Unies régissant nos responsabilités à titre de pays hôte de la Conférence sur les établissements humains, qui doit avoir lieu à Vancouver à la fin du mois. Je me suis dit confiant de voir les Gouvernements de ces pays participer activement à la Conférence ainsi qu'à ses préparatifs; les assurances que j'ai reçues à ce propos m'ont d'ailleurs fort réjoui. J'anticipe avec plaisir de renouer contact à l'occasion d'HABITAT avec bon nombre de personnalités arabes rencontrées au cours de ma tournée.

A la suite des impressions recueillies au cours de mon voyage et des entretiens que j'ai eus avec les leaders arabes, je suis arrivé à un certain nombre de conclusions, dont la plus importante est peut-être la suivante: nos relations bilatérales à long terme avec les pays arabes peuvent et doivent être poursuivies indépendamment du conflit au Moyen-Orient, conflit qui, par le passé, a pu nous masquer les conditions favorables à l'accroissement et au renforcement de nos relations avec cette partie du monde.

Ma visite a largement confirmé l'utilité des contacts personnels établis et, pour ma part, j'attache beaucoup d'importance aux échanges que j'ai eus avec mes différents hôtes, non seulement sur des sujets bilatéraux mais aussi sur la position de leurs gouvernements face aux questions régionales et multilatérales. Je suis ravi que tous mes homologues des capitales visitées aient accepté mon invitation de se rendre au Canada et j'attends avec impatience l'occasion de leur rendre l'aimable hospitalité qu'ils ont si chaleureusement accordée à toute notre délégation.

Même si j'ai consacré la plus grande partie de mes remarques aujourd'hui aux relations du Canada avec les quatre pays arabes que j'ai visités en janvier, point n'est besoin de vous rappeler que les rapports du Canada avec le monde arabe sont, évidemment, beaucoup plus vastes. Par exemple, nos relations avec les Etats du Maghreb sont bien établies et nous avons des consultations régulières avec les trois pays de cette région.

En outre, depuis une bonne dizaine d'années, nous avons mis en oeuvre plusieurs programmes de coopération technique et économique avec la Tunisie, programmes qui comptent maintenant parmi les plus importants mis en place en Afrique francophone. De plus, afin de promouvoir le large éventail de relations politiques, économiques et culturelles entre nos deux pays, une commission mixte Canada-Tunisie a été créée en 1968. Les membres de ce mécanisme de consultation intergouvernementale se réunissent une fois l'an, alternativement à Ottawa et à Tunis. La dernière session annuelle a eu lieu à Ottawa, il y a moins de trois semaines.

Egalement, nous collaborons étroitement avec le Gouvernement de l'Algérie afin de découvrir de nouvelles formes de coopération économique et industrielle et les perspectives d'un programme semblable avec le Royaume du Maroc sont encourageantes. Nous explorons avec ces gouvernements la possibilité d'un projet de coopération tripartite en vue du développement des ressources naturelles des pays du Maghreb.

Nos efforts en vue de nouer des liens bilatéraux plus étroits avec les pays du Maghreb sont facilités du fait que nous avons une langue en commun. En effet, le français est la deuxième langue de l'Algérie, de la Tunisie et du Maroc. Le Canada est donc particulièrement bien placé pour assurer la mise en place de programmes de formation dans le domaine des communications destinés à des jeunes stagiaires de la Tunisie et du Maroc, grâce aux installations de Radio-Canada.

Je pourrais apporter d'autres exemples, mais peut-être ce bref tableau suffira-t-il à démontrer l'importance que le Gouvernement du Canada attache à nos relations avec le monde arabe et le désir qu'il nourrit d'oeuvrer en faveur de la multiplication de ces liens. Pour faciliter ce processus, nous avons ouvert deux nouvelles ambassades au Moyen-Orient en autant d'années, la première en Arabie saoudite, la seconde en Iraq. De plus, comme je l'ai déjà mentionné, nous espérons accueillir sous peu à Ottawa une ambassade d'Arabie saoudite. Cette évolution significative traduit les intérêts que nous partageons avec le monde arabe. Notamment, nous avons tous à coeur le rétablissement de la paix au Moyen-Orient. L'expansion de nos relations politiques et économiques avec tous les pays arabes témoigne d'une complémentarité d'intérêt évidente qui suscite, en soi, une multiplication des contacts humains et des échanges culturels et scientifiques. Je suis persuadé que les possibilités existent et qu'elles peuvent être saisies si nous y travaillons ensemble avec imagination et bonne volonté. Le Gouvernement du Canada a fait les premiers pas. Aux citoyens canadiens maintenant d'exploiter au maximum le potentiel de coopération et d'échanges intellectuels, culturels et commerciaux. C'est uniquement de cette façon que l'on servira au mieux les intérêts du Canada au Moyen-Orient et que l'on pourra évaluer réellement le désir du peuple canadien de contribuer au développement rapide du monde arabe sur les plans économique, social et industriel.